

**L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, j'ai pris note des instances du député.

**M. l'Orateur:** Nous allons accorder une question supplémentaire au député et ensuite ce sera le tour du député de Hamilton Mountain.

**M. Reynolds:** Monsieur l'Orateur, le problème est d'importance pour ma circonscription. Il ne suffit pas d'avoir pris note de mes instances. Le ministre pourrait-il examiner ce problème et nous fournir une réponse étant donné que l'existence d'un grand nombre de pêcheurs à Ladner est en cause? Accompagné d'un pêcheur, j'ai visité le secteur en bateau au cours de la fin de semaine et notre embarcation a échoué dans la vase.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT QUANT À UNE RÉGIE DES PRIX ET DES SALAIRES

**M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain):** Monsieur l'Orateur, j'allais poser ma question au premier ministre mais il a dû deviner ma pensée, car il a déguerpé. Elle concerne une déclaration du ministre des Finances faite lundi. Le ministre annonçait-il une politique du gouvernement lorsqu'il déclarait au Congrès du Travail du Canada qu'il était certain que le pays ne voulait pas de contrôle des prix et des salaires, qu'il ne s'y intéressait pas?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est ce que j'avais à l'esprit et je peux lire mes pensées un peu mieux que le député.

**M. Beattie (Hamilton Mountain):** Une question supplémentaire. Le ministre a également déclaré à cette réunion qu'il n'y avait pas de consensus relativement au contrôle des prix et des salaires. Le ministre peut-il préciser à la Chambre quand les provinces ont été consultées?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** La dernière fois que j'ai rencontré les ministres provinciaux des finances, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

• (1510)

### QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

**M. Jean-Marie Boisvert (Drummond):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Peut-il dire si le nouveau programme qui vise à adresser des messages d'intérêt public dans les enveloppes contenant les chèques de pensions de vieillesse et d'allocations familiales a pour but de pallier le manque d'efficacité de l'éléphant blanc qu'est Information Canada?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Une question posée en ces termes n'est guère recevable.

### Questions orales

#### LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

##### LE PÉTROLE—L'APPROVISIONNEMENT DE L'EST DU CANADA—LES POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS

[Traduction]

**L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme il existe encore de l'inquiétude quant à la stabilité de l'approvisionnement en pétrole de Montréal et de l'Est du Canada, les négociations d'hier avec les fonctionnaires des États-Unis ont-elles donné quelque chose?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Je puis affirmer que les fonctionnaires du Canada et des États-Unis n'ont pas abordé hier la question de l'instabilité des approvisionnements d'outre-mer. Aucun accord n'a été conclu, mais les discussions doivent reprendre au cours des prochaines semaines.

\* \* \*

#### LES RELATIONS OUVRIÈRES

##### LA GRÈVE DES TECHNICIENS D'ASCENSEURS—L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES DU TRAVAIL

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Le 26 février, j'ai posé une question au premier ministre concernant la grève persistante des membres de l'Union internationale des constructeurs d'ascenseurs dans dix provinces, ou du moins dans neuf, puisqu'ils travaillent au ralenti dans le Québec. Étant donné que cet arrêt du travail affecte 748 projets d'immeubles d'appartements dans tout le Canada, que, d'après le ministre, c'est une affaire provinciale en vertu de la constitution, et puisque le premier ministre s'est engagé à étudier ma proposition, le ministre envisagerait-il de rassembler les dix ministres provinciaux du Travail pour en venir aux prises avec ce problème et pour mettre fin à cette terrible grève?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Où est la question?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Munro (Hamilton-Est):** Monsieur l'Orateur, j'ai entendu la déclaration du député, je ne sais pas exactement s'il a posé une question. Il est possible qu'il fasse allusion à un éditorial qui a paru dans le *Globe and Mail*. Toutefois, il s'agit d'une affaire provinciale. En plusieurs occasions nous avons exprimé notre inquiétude au sujet des graves répercussions économiques d'une longue grève de ce genre, du préjudice qu'elle cause à notre pays et du tort causé à de nombreux employés. Si l'Ontario, où se manifestent les principales difficultés, nous demande de l'aider, nous serons heureux de l'obliger. Une telle requête ne nous a pas été adressée. Il lui incombe de régler ce conflit et j'espère, comme tous les députés, j'en suis sûr, que l'Ontario fera des efforts dans ce sens.

**Des voix:** Bravo!